

**8 mars : 1910 - 2010, cent ans de lutte contre l'exploitation, le machisme et pour le socialisme.**

## **Que les capitalistes payent la crise ! Soutien total aux femmes travailleuses et pauvres d'Haïti!**

En 1910, la Conférence de Femmes Socialistes, qui s'est tenue à Copenhague, a accepté la proposition de Clara Zetkin, dirigeante de la II<sup>ème</sup> Internationale, de déclarer le 8 mars Journée Internationale de la Femme Travailleuse. Ce jour-là, en 1857, 129 ouvrières de l'usine textile Cotton de New York avaient péri brûlées, dans un incendie provoqué par le patron en réponse aux revendications des travailleuses.

C'est ainsi qu'est né le 8 mars, comme jour de lutte de la femme travailleuse et d'hommage à nos martyrs. Mais au fil des ans, il a été dévoyé par la bourgeoisie, les institutions de l'impérialisme et le réformisme, qui lui ont peu à peu enlevé son caractère de classe, en le transformant en un jour consacré à célébrer la "fraternité des femmes". Ainsi tous les 8 mars, l'ONU, les gouvernements, les moyens de communication et les grandes entreprises : tous font des hommages hypocrites à la femme et veulent nous faire croire que l'oppression appartient au passé, parce qu'aujourd'hui les femmes sont Ministres, Secrétaires d'État, Juges, Présidentes.

Tout cela est faux. Bien sûr, il existe les Hilary Clinton, Cristina Kirchner, Bachelet, Laura Chinchilla... Mais ces femmes n'ont rien voir avec nous. Elles sont nos ennemis de classe. Les gouvernements qu'elles dirigent ne sont pas différents de ceux dirigés par des hommes. Tous garantissent que, comme il y a 100 ans, les capitalistes utilisent l'oppression de la femme pour mieux exploiter l'ensemble de la classe ouvrière.

La véritable situation de la femme travailleuse et pauvre est montrée par les chiffres des institutions impérialistes elles-mêmes (ONU, OIT, UNICEF, Banque Mondiale).

Nous les femmes représentons 70% des 1,3 milliards de pauvres absolus du monde. Il en est de la sorte malgré le fait que, selon des données de l'ONU, le travail de la femme a un rôle de premier ordre puisque 50 à 80% de la production et de la commercialisation d'aliments est entre nos mains.

**Sur le plan du travail**, on estime que le travail non rémunéré de la femme au foyer représente un tiers de la production économique mondiale (ONU). Parmi les femmes en âge de travailler, seuls 54% ont un travail en dehors de la maison, comparés aux 80% d'hommes (OIT). Les femmes effectuent la plupart des travaux mal payés et les moins protégés (OIT). Les femmes gagnent entre 20 et 30% de moins que les hommes (OIT). Le nombre de femmes qui émigrent vers divers pays de l'Europe et aux Etats Unis, de manière légale ou illégale, à la recherche d'emploi, a remarquablement augmenté. Ces femmes immigrées sont celles qui souffrent le plus de la surexploitation et de toutes les formes d'abus.

**Sur le plan de l'éducation**, deux tiers des 876 millions d'analphabètes dans le monde sont des femmes. À 18 ans, les filles ont en moyenne 4,4 années d'éducation en moins que les hommes du même âge. Sur 121 millions d'enfants non scolarisés dans le monde, 65 millions sont des filles. (ONU, UNICEF)

**Sur le plan de la santé**, chaque année dans le monde plus d'un demi million de femmes meurent des conséquences de la grossesse et de l'accouchement, ce qui est directement lié au niveau de pauvreté. Dans les pays colonisés et semi-colonisés (anciennement appelés Pays du Tiers Monde et maintenant connus comme Pays en voie de développement) le taux de mortalité maternelle est de 1 pour 48 accouchements. Dans des pays européens, comme l'Espagne, ce sont 3,9 femmes pour 100000 qui meurent. En Espagne 98% des femmes reçoivent une assistance pendant la grossesse et l'accouchement. Dans les pays colonisés et semi-colonisés, 35% des femmes ne reçoivent pas d'attention prénatale ; presque 50% donnent le jour sans assistance spécialisée. Les dernières statistiques indiquent qu'il y a davantage de femmes que d'hommes infectés du SIDA.

Les pires conditions de vie pousseront toujours plus de femmes travailleuses et pauvres aux avortements clandestins ou aux méthodes brutales des avortements à la maison. Les femmes travailleuses et pauvres continueront à mourir, tandis que les cliniques clandestines gagnent des fortunes grâce à la législation répressive qui empêche que l'avortement ne soit effectué dans les hôpitaux de manière gratuite et dans les meilleures conditions médicales. Un grand nombre de jeunes femmes seront toujours condamnées à mettre au monde des enfants non désirés, qui plus tard sont abandonnés ou maltraités, détruisant leur vie et celle de leur mère. L'église catholique est particulièrement coupable, avec sa politique hypocrite de "défendre la vie". Les gouvernements et les parlements sont également responsables : ils détruisent les conditions de vie de la femme travailleuse et ensuite, capitulant face aux pressions de l'Église et aux intérêts des propriétaires de cliniques clandestines, ils refusent la dépénalisation de l'avortement.

Et cette situation déplorable arrive à son expression maximale quand nous voyons les chiffres de **la violence contre la femme**. Chaque année, au moins 2 millions de petites filles de 5 à 10 ans sont vendues et achetées dans le monde entier comme esclaves sexuelles. Toutes les deux heures, une femme est poignardée, lapidée, étranglée ou brûlée vive pour "sauver" l'honneur de la famille. Pendant les conflits armés l'attaque des droits humains de la femme (meurtre, viol, esclavage sexuel et grossesse forcée) est utilisée comme arme de guerre. Dans le monde, 135 millions de filles et de femmes ont souffert d'une mutilation génitale. Le chiffre augmente de deux millions chaque année. Selon des données de la Banque Mondiale, au moins 20% des femmes dans le monde ont subi des mauvais traitements physiques ou des agressions sexuelles.

### **La crise capitaliste mondiale accroît les difficultés des femmes travailleuses et pauvres.**

Les 2 millions de femmes, selon des données officielles, au chômage en Espagne en sont la preuve. Un nombre qui augmente de beaucoup avec les femmes qui participent à "l'économie souterraine" (qui n'apparaît pas dans les statistiques), dans leur

majorité immigrées. À cela s'ajoute la "réforme" en cours "pour faire face à la crise": augmentation de l'âge de la retraite, réduction des dépenses publiques et contrats à temps partiel qui condamnent des milliers de femmes à la précarité. Contre de telles attaques, les travailleuses et travailleurs grecs se sont mis en Grève générale. Enfin les attaques contre l'éducation publique aux Etats-Unis provoque la réaction des travailleuses et étudiantes de l'Université de Californie.

D'autre part, dans les pays colonisés et semi-colonisés, les femmes travailleuses et pauvres, doivent en outre subir l'offensive colonisatrice des pays impérialistes, qui s'intensifie en raison de la crise mondiale. Cette offensive s'exprime par le pillage des ressources naturelles, par la perte de la fertilité de la terre à mesure qu'avancent les producteurs de soja, par la destruction de la santé et de l'éducation publiques, par la perte de souveraineté de ces pays.

Ainsi voyons-nous, sur tout le continent latino-américain, alors qu'il parvient au bicentenaire des guerres héroïques de l'indépendance, comment les mères de famille de la classe ouvrière sont obligées de lutter, aux côtés des travailleurs du secteur, pour la défense de la santé et de l'éducation publiques. Comment des travailleuses et travailleurs font face à la criminalisation de leurs luttes et à la répression, parfois ordonnée par l'ambassade américaine, comme celle qu'ont subi des travailleuses de l'agro-alimentaire en Argentine. Comment les femmes indiennes, au Pérou, en Équateur, doivent faire face, avec leurs communautés, à la voracité impérialiste, pour défendre l'eau et leur environnement. Comment au Mexique, en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, les femmes sont la principale main d'oeuvre des Maquilas (usines, ateliers installées dans de zones franches, sans droits), avec leur lot de *précarité, d'abus, de harcèlement et de violence sexuelle, d'absence de liberté syndicale, de salaires de misère, de longues et épuisantes journées de travail* et aussi *de mort*, comme à Ciudad Juarez.

### **Haïti, le meilleur exemple de l'offensive colonisatrice**

À l'instar d'Haïti, occupé par les troupes de la Minustah et désormais par celles des Etats Unis, exemple même de l'offensive colonisatrice, la femme travailleuse et pauvre de ce pays, est l'exemple de souffrance et de lutte que nous voulons dégager en ce 8 mars.

En créole, la langue haïtienne, on utilise l'expression "poto mitan" (pilier central) pour parler des femmes. À Haïti, beaucoup de femmes sont chef de famille, elles ont la responsabilité de maintenir l'économie familiale, quand les hommes sont au chômage ou doivent émigrer à la recherche de travail.

Selon une enquête effectuée par l'ONG haïtienne Kay Fanm, peu avant le séisme, 72% des femmes et filles haïtiennes avaient été violées et plus de 40% étaient victimes de la violence.

La femme haïtienne a lutté pour la liberté dès avant la révolution qui, en 1804, a conquis l'indépendance. Deux siècles après la révolution héroïque des esclaves, elle continue à combattre pour ses droits et pour sa vie, travaillant dans l'industrie agricole, dans les usines et formant la base du commerce et des marchés locaux. Et ces femmes font face aujourd'hui à la nouvelle occupation par 15000 soldats américains, à la corruption qui dévie l'aide humanitaire et au trafic d'enfants avec lequel les capitalistes ont l'intention de faire du profit, au nom de la tragédie provoquée par le séisme.

Voilà la situation à laquelle la femme travailleuse haïtienne doit faire face : le manque de nourriture, d'eau, de logement, le vol de ses enfants et le harcèlement des troupes d'occupation. C'est pourquoi, pour le centenaire du 8 mars comme Journée Internationale de la Femme Travailleuse, nous appelons les travailleuses et travailleurs du monde entier à aider nos frères de classe haïtiens et à envoyer cette aide aux organisations ouvrières, afin qu'elle parvienne vraiment à ceux qui en ont le plus besoin.

### **Soutien total à la femme travailleuse et pauvre d'Haïti !**

#### **Retrait des troupes d'occupation !**

**Les capitalistes doivent payer la crise, pas les travailleuses et les travailleurs !**

**Non à la précarisation du travail ! Pour un travail et des salaires dignes et égaux pour les hommes et les femmes!**

**Assez de la violence contre les femmes ! Maisons d'accueil pour les femmes battues dans tous les quartiers !**

**Non à la traite des personnes !**

**La femme n'est pas une esclave : blanchisseries, cantines et garderies publiques de qualité !**

**Un programme de santé pour les femmes : accès large à l'éducation sexuelle et aux moyens de contraception! Avortement légal, sûr et gratuit !**

**Contre toutes les formes de discrimination de race, d'ethnie, de sexe, d'orientation sexuelle et d'âge !**

**Le corps de la femme n'est pas une marchandise. Contre toutes les publicités qui vendent les femmes comme un produit de consommation!**

**Vaste campagne de syndicalisation de femmes ! Lutte contre toute forme de machisme  
dans les syndicats et les organisations de classe!**

**Pour la femme travailleuse, il n'existe pas de sortie au sein du capitalisme. La libération de la femme n'est pas possible sans le triomphe de la révolution socialiste, et la révolution socialiste n'aura pas lieu sans l'intégration à la lutte de la femme travailleuse. Nous appelons toutes les femmes travailleuses et pauvres des villes et des campagnes, à combattre, avec notre classe, pour notre libération et pour une société dans laquelle, hommes et femmes, nous pourrions vivre libres et heureux, sans aucune forme d'oppression, d'exploitation et d'inégalité : la société socialiste.**

**Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)**

**Secrétariat International de la Femme**